

Berlusconi, mort d'un anticomuniste

Trois fois chef de gouvernement, visage de la droite italienne pendant trente ans, il Cavaliere, fort de son empire médiatique, a déroulé le tapis rouge à l'extrême droite. P. 16



Le génie mathématique Blaise Pascal

Un audacieux théologien, un subtil écrivain... On connaît moins le savant scientifique, inventeur de l'informatique. Le 400^e anniversaire de sa naissance permet de découvrir toutes les facettes du philosophe. P. 18

MARDI 13 JUIN 2023 | N° 23710 | 2,60 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

ARMES NUCLÉAIRES =
146 500 €
PAR
MINUTE

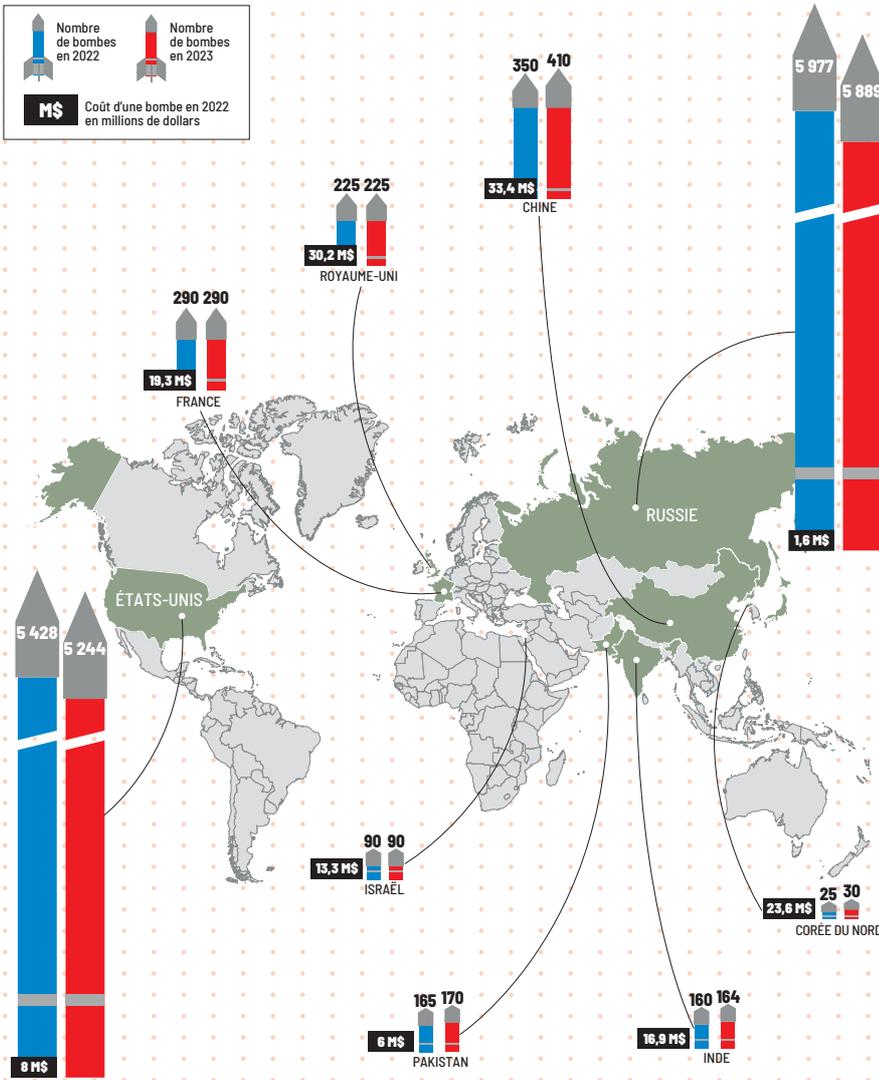
La guerre en Ukraine a ravivé la menace nucléaire. Les dépenses pour l'entretien de l'arme atomique n'ont jamais été aussi élevées : 146 500 euros par minute pour les neuf États qui la détiennent. P. 2

M 00110 - C13 - F - 2,60 €
BELGIQUE 2,70 € - DOMS 2,80 € - MAROC 32 MAD



L'arme nucléaire, une bombe financière

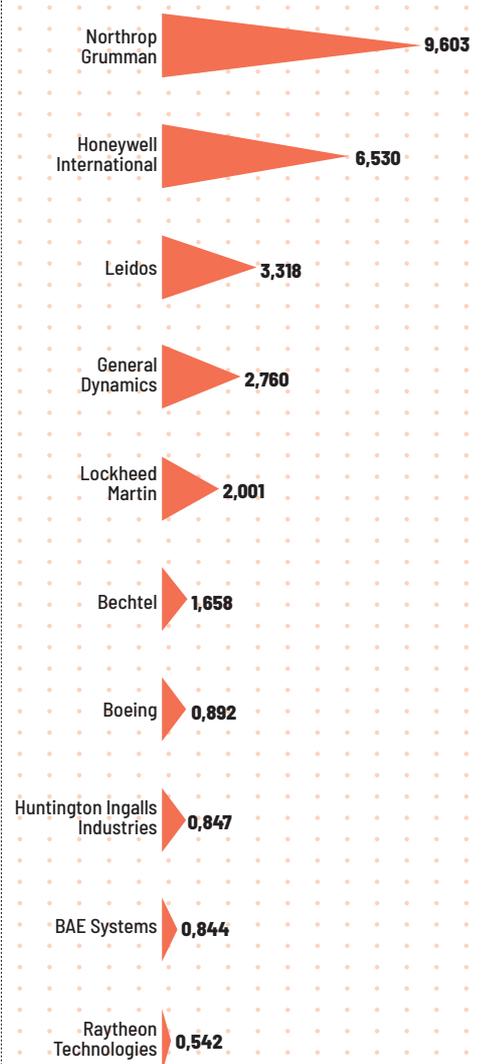
L'ARSENAL NUCLÉAIRE MONDIAL



SOURCES : SIPRI, ICAN

Les revenus liés aux armes nucléaires

Par entreprise, en milliards de dollars, en 2022



INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

DÉFENSE En pleine guerre en Ukraine, la stratégie de dissuasion nucléaire inquiète. Pourtant, les dépenses pour l'entretien de l'arme atomique n'ont jamais été aussi élevées : 146 500 euros par minute pour les neuf États qui la détiennent, souligne le rapport de l'Ican publié ce lundi.

La dissuasion coûte cher : 157 664 dollars (146 500 euros) par minute. C'est la somme allouée en 2022 à l'entretien de l'arme atomique par les neuf États qui la détiennent, selon le rapport publié ce lundi par la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican), récipiendaire, en 2017, du prix Nobel de la paix. Un coût en augmentation de 5 000 dollars par minute comparé à 2021. Pour la France, cette dépense est de 5,2 milliards d'euros, soit 10 603 euros par minute. Ce renouvellement des têtes nucléaires, missiles de croisière, des sous-marins lanceurs d'engins, etc., équivaut à peu près par minute à ce que coûte un étudiant par an, selon les chiffres de l'éducation nationale.

À l'échelle mondiale, ce sont 82,9 milliards de dollars (77 milliards d'euros) qui sont dépensés en 2022. En 2015, l'Organisation des Nations unies (ONU) estimait à 267 milliards de dollars l'éradication de la faim dans le monde d'ici à 2030, une somme inférieure à quatre années de gaspillage dans des armes de mort massive.

Si la Russie est le pays qui compte le plus d'ogives nucléaires et utilise son parapluie atomique comme un atout dans sa conquête de l'est de l'Ukraine depuis le 24 février 2022, ce sont les États-Unis, seuls aujourd'hui à avoir déjà employé ce type d'arme de destruction, qui occupent le poste de champion du monde en termes de dépenses : 43,7 milliards de dollars en 2022, loin devant la Chine (11,7 milliards) et la Russie (9,6 milliards). « Il y a malheureusement une volonté de pérenniser les arsenaux nucléaires, puisque les États (déteneurs de la bombe) budgétisent des dizaines de milliards pour la modernisation ou le renouvellement de leur arsenal. Tous les jolis mots prononcés sur le désarmement nucléaire n'ont aucune valeur », déplore Jean-Marie Collin, directeur de l'Ican France.

LA DISSUASION, UNE SÉCURITÉ ILLUSOIRE

Cela apporte-t-elle la paix ? « Dans un environnement sécuritaire qui change constamment et qui est plein de défis, marqué par des menaces liées au changement climatique, à la pandémie de Covid, en passant par l'invasion russe en Ukraine, les dépenses pour les armes nucléaires n'ont cessé de croître sans qu'il en résulte une amélioration mesurable de l'environnement de sécurité. Au contraire, la situation s'aggrave », accuse le rapport de l'Ican. De plus,



ÉDITORIAL

PAR LAURENT MOULOU

Sécurité par la terreur

L'arme nucléaire n'est pas qu'une bombe susceptible d'éradiquer l'humanité. C'est également une industrie de mort coûteuse à laquelle les États, aveuglés par la promesse d'une paix sous menace, consacrent un budget en pleine expansion. Le dernier rapport de l'Ican, que nous dévoilons dans ces pages, offre à ce titre un panorama des plus inquiétants. Avec ce chiffre impressionnant : les neuf pays dotés de l'arme suprême ont dépensé près de 77 milliards d'euros en 2022 pour cet arsenal de destruction massive, soit plus de 146 000 euros par minute... Une somme qui grimpe d'année en année. Au même rythme que la menace qui l'accompagne.

C'est le prix pour assurer la paix, répètent en chœur les promoteurs de la dissuasion nucléaire. L'argument, qui a fait florès durant la guerre froide, ne tient plus aujourd'hui. L'envolée des budgets

d'armement nucléaire ne témoigne pas d'un apaisement entre nations mais d'une réelle escalade du danger. Plus encore depuis la guerre en Ukraine, ce n'est pas de dissuasion dont parlent les détenteurs des principaux arsenaux - États-Unis et Russie - mais bien d'utilisation sur les champs de bataille. Avec l'idée, au mépris des traités internationaux, de transformer ces armes stratégiques en armes conventionnelles, moins chargées d'explosif, afin de frapper une ligne de front ou détruire « juste » une ville... Un mini-nucléaire, en somme, qui rendrait acceptable son utilisation, inimaginable auparavant.

Cet engrenage menace le monde comme une épée de Damoclès. Et devrait pousser, au-delà des belles

déclarations de principe, les États détenteurs de la bombe, comme la France, à soutenir le traité d'interdiction des armes nucléaires. Malheureusement, les choix budgétaires, influencés par le poids des lobbys militaro-industriels, montrent l'inverse. Les États-Unis ont signé des contrats avec des entreprises de ce secteur jusqu'en 2040. Quant au gouvernement d'Emmanuel Macron, il vient de voter une augmentation de 50 % du budget de la dissuasion d'ici à 2030. Des dizaines de milliards détournés de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la faim et de l'aide au développement. Des secteurs qui pourraient pourtant, eux, assurer une vraie paix. Et non pas cette sécurité par la terreur. ■

Des dizaines de milliards détournés de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la faim...

le choix de placer cette arme au cœur de l'outil de défense entraîne moins de moyens pour le reste des capacités militaires. « *Le poids excessif des dépenses liées à la dissuasion nucléaire et aux porte-avions vous contraint à opérer des glissements ou des reports de crédits importants sur des programmes majeurs, voire à effectuer des coupes*

claires. (...) En ce qui concerne la marine - qui est pourtant si importante pour la défense de nos zones économiques exclusives -, la cible des frégates de défense et d'intervention pour 2030 passe de cinq à trois unités, celle du système de drones aériens de quinze à huit, et celle des avions de surveillance et d'intervention maritime Albatros de treize à huit », a ainsi dénoncé le député communiste Fabien Roussel au cours de l'examen de la loi de programmation militaire (LPM), le 22 mai dernier

à l'Assemblée nationale. De 5,3 milliards d'euros en 2022, le budget de la dissuasion passera à 7,6 milliards d'euros en moyenne annuelle entre 2024 et 2030, soit près de 50 % de hausse. Sur les 413 milliards d'euros de LPM, 53,6 milliards sont fléchés vers la dissuasion nucléaire.

Outre l'illusion de sécurité que confère cette arme, celle-ci est surtout affaire de gros sous. Dans l'industrie de haute technologie, des firmes bénéficient de contrats liés à l'arme. Le rapport de l'Ican cite plusieurs transnationales. Pour la France, on compte Airbus, dont la filiale Arianeespace produit les M51, des missiles mer-sol piliers de la composante en sous-marin de la dissuasion nucléaire française. Naval Group, propriété pour un tiers de Thales, est le premier prestataire pour les sous-marins français et

vient de signer pour la construction de quatre nouveaux sous-marins, pour une somme inconnue. Les revenus de l'arme nucléaire des compagnies françaises ne sont pas connus, Paris entretenant le flou. En revanche pour d'autres entreprises, étrangères celles-là, les sommes sont connues. Le Britannique BAE Systems gérait, en 2022, 844 millions de dollars grâce à cette activité. Il est notamment impliqué dans les programmes français, britannique et états-unien. « *Les sommes spécifiques reçues de la part des gouvernements français et britannique ne sont pas publiées, mais le gouvernement des États-Unis a des contrats en cours avec BAE pour au moins 13,9 milliards de dollars jusqu'en 2040* », dévoile le rapport.

UNE INTENSE ACTIVITÉ DE LOBBYING

Pour s'assurer de juteuses sources de revenu, comme pour n'importe quelle activité, ces groupes mènent une activité de lobbying. Ainsi, BAE a dépensé 93 750 dollars pour promouvoir le missile air-sol de sa filiale MBDA, employé par l'armée française. « *Il y a au moins 278,6 milliards de dollars de contrats liés aux armes nucléaires, dont certains n'expireront pas avant des décennies*, pointe le rapport. *En 2022, au moins 15,9 milliards de dollars de nouveaux contrats en nouvelles armes nucléaires ont été passés. Les compagnies qui les reçoivent (...) ont investi en lobbying auprès des gouvernements 113 millions de dollars en France et aux États-Unis.* »

Le lobbying pro-dissuasion nucléaire prend parfois des chemins de traverse, comme le financement de think tanks. Dans le monde, dix d'entre eux ont touché entre 21,1 et 35,6 millions d'euros en un an de la part d'entreprises ou d'États liés à l'arme nucléaire. Un rapport ■■■

5,2
MILLIARDS
C'est la somme annuelle allouée à l'arme nucléaire en France, en 2022, soit 10 603 euros par minute.

■ paru en avril de l'Atlantic Council invite ainsi les États-Unis à prendre en compte la « tripolarité » États-Unis-Chine-Russie et à répondre à l'accroissement de l'arsenal nucléaire chinois et la modernisation de celui des Russes par une « augmentation de son propre arsenal ». Il propose également que Washington « reconsidère son interdiction actuelle de cibler délibérément des civils ennemis avec des armes nucléaires », car cela empêcherait des mesures de rétorsion contre des villes russes ou chinoises en cas d'attaque contre le sol états-unien. Cette possibilité doit être limitée aux « plus extrêmes circonstances » est-il précisé. Cet Atlantic Council est financé à hauteur de plus de 4 millions de dollars par neuf compagnies liées

à l'arme nucléaire. À cet apport s'ajoutent les subventions, à hauteur de plus de 3,5 millions de dollars, de la part d'États qui autorisent l'emploi de l'arme nucléaire pour se défendre.

« Il est évident que ces think tanks ont un rôle pour façonner les opinions publiques, souligne Jean-Marie Collin. Il n'est qu'à regarder qui est invité dans les médias à parler des relations internationales. Ce sont toujours les mêmes personnes. » Il relève qu'en 2021 le précédent rapport montrait qu'en France « la Fondation pour la recherche stratégique et l'Ifrri participaient à un programme pour appuyer la dissuasion nucléaire ». On y lit que deux programmes de ces instituts sont soutenus par la direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.

« En 2022, au moins 15,9 milliards de dollars de nouveaux contrats en armes nucléaires ont été passés. »

CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES (ICAN)

« LA FRANCE A UN RÔLE POLITIQUE MAJEUR À JOUER »

Cette situation éloigne des efforts pour un désarmement nucléaire. Les États détenteurs de la bombe, pourtant signataires du traité de non-prolifération (TNP), n'ont plus engagé depuis longtemps de pourparlers en vue d'une diminution de leurs arsenaux. Lors du débat sur la loi de programmation militaire, le député FI Bastien Lachaud, pour qui la dissuasion nucléaire doit rester pour l'heure la « clé de voûte » de la défense nationale, a rappelé que la France doit « œuvrer, dans le respect du TNP, au désarmement multilatéral des puissances dotées » de la bombe A.

Depuis 2021 est entré en vigueur un autre traité, signé par la moitié des États, mais pas les puissances atomiques, le traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian), qui prohibe la bombe A, comme le sont déjà les armes chimiques ou bactériologiques. Une prochaine réunion des parties se tiendra en novembre. « La France a un rôle politique majeur à jouer et devrait participer aux prochaines réunions du Tian en qualité d'État observateur », a demandé Fabien Roussel, par ailleurs membre de la commission de la Défense nationale, lors de l'examen de la loi de programmation militaire. Ce serait un premier pas pour relancer un processus de désarmement. Et cela ferait de la France une exception parmi les puissances détentrices de la bombe. ■

GAËL DE SANTIS

La Chine, du tigre de papier au lion rugissant

Si son arsenal nucléaire reste moindre par rapport à celui de Washington, Pékin a significativement augmenté le nombre de ses ogives en un an.

Il y a bien longtemps que les « tigres de papier » ont disparu. La formule dont usa Mao Zedong, en 1956, pour décrire l'arme atomique et l'impérialisme états-unien – « La bombe atomique est un tigre en papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens » – n'a plus cours depuis longtemps. Dès 1984, l'ex-président de l'Assemblée nationale populaire (ANP), Peng Zhen, a chassé le félin de pacotille. L'arme nucléaire, expliquait-il alors à un parterre de parlementaires européens, est un « lion rugissant » et « pour s'y opposer, il faut être soi-même un lion ». La doctrine vaut depuis et la Chine a considérablement renforcé son arsenal alors même que sa perception de la menace s'est aiguisée.

Si la deuxième puissance mondiale reste derrière les États-Unis et la Russie, qui détiennent à eux seuls 90 % des capacités nucléaires mondiales, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) relève que 60 des 86 nouvelles ogives élaborées depuis un an dans le monde l'ont été en Chine. Selon sa doctrine, le pays se refuse toutefois à lancer la première frappe. L'Asie confirme par ailleurs son statut de poudrière : parmi ce nouvel arsenal, 5 têtes nucléaires sont attribuées au Pakistan, 5 autres à la Corée du Nord et 4 à l'Inde.

UNE EXPANSION DANGEREUSE DE L'ARSENAL DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE

Troisième puissance nucléaire globale, la Chine aurait, selon le Sipri, augmenté le nombre de ses ogives de 350 à 410 de janvier 2022 à janvier 2023. Faute de données officielles, ces estimations se basent sur les évaluations du département états-unien de la Défense. « La Chine a entamé une expansion significative de son arsenal nucléaire. Il est de plus en plus difficile de concilier cette tendance avec l'objectif déclaré de la Chine de n'avoir que le minimum de forces nucléaires nécessaires pour préserver sa sécurité nationale », relève le chercheur Hans M. Kristensen, associé au programme armes de destruction massive du Sipri.

La période, décrite par le directeur du Sipri, Dan Smith, comme l'une des plus « dangereuses de l'histoire de l'humanité », illustre la détérioration de l'environnement sécuritaire dans la zone indo-pacifique.



En 2019, à Pékin. Les missiles Dongfeng-41 paradent lors des célébrations de la fondation de la RPC.

Au-delà des armes nucléaires, les dépenses militaires des pays d'Asie et d'Océanie s'élevaient à 575 milliards de dollars en 2022, soit 2,7 % de plus qu'en 2021 et 45 % de plus qu'en 2013. Sur le plan international, si les États-Unis demeurent loin devant avec 877 milliards de dépenses militaires l'an passé, la Chine a, quant à elle, alloué 292 milliards de dollars à ce budget (+ 4,2 % par rapport à 2021).

Dans la région, c'est toutefois le Japon qui a fait grimper son enveloppe consacrée à la défense de la façon la plus significative (+ 5,9 %) afin de répondre à sa nouvelle stratégie de sécurité, qui vise à hisser l'archipel au 3^e rang mondial en 2027. « Les restrictions d'après guerre (liées à la doctrine pacifiste – NDLR) que le Japon a imposées à ses dépenses et à ses capacités militaires semblent se relâcher », note, à cet égard, Xiao Liang, chercheur au sein du programme des dépenses militaires et de la production d'armements du Sipri. Face au lion, le Japon se fait faucon. ■

LINA SANKARI

Cette année, le pays a alloué 292 milliards de dollars à son budget militaire.

Les informés

de Jean-François Achilli, du lundi au vendredi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

chaque mardi avec **l'Humanité**

(Publicité)